

«L'Europe n'est pas en guerre, mais elle n'est plus vraiment en paix»

Droits humains Invitée du FIFDH, la diplomate Muriel Domenach analyse l'entrée de l'Europe dans une zone grise marquée par la menace russe, la résurgence du terrorisme et le retour des logiques de puissance.

Théophile Simon

Muriel Domenach était l'ambassadrice française à l'OTAN entre 2019 et 2024 et fut chargée de la prévention de la radicalisation dans la foulée des attentats terroristes du milieu des années 2010. Cette spécialiste des questions stratégiques était ce week-end l'invitée du Festival du film et forum international sur les droits humains de Genève (FIFDH) pour un débat sur le thème: «L'Europe est-elle en guerre?». Rencontre.

Si l'on doit se demander si l'on est en guerre, n'est-ce pas justement la preuve que l'on ne l'est pas?

L'Europe n'est pas en guerre, mais elle n'est plus vraiment en paix. L'enjeu est d'éviter à la fois l'alarmisme et l'insouciance: l'un comme l'autre paralysent l'action. Nous faisons face à plusieurs dynamiques. D'abord une brutalisation et une dérégulation du monde. Pendant la guerre froide, l'Europe a bénéficié d'une forme de stabilité dans la confrontation, puis d'un immense espoir après 1989 avec la réunification pacifique du continent et l'expansion de la démocratie libérale.

Nous vivons aussi sous la protection fiable des États-Unis et dans un ordre international fondé sur des règles. Aujourd'hui, cet ordre se délite. Les logiques de puissance réapparaissent, comme on le voit au Moyen-Orient. À cela s'ajoutent la menace russe, la montée en puissance de la Chine et la persistance du terrorisme. Ce ne sont pas des menaces alternatives: elles se cumulent. L'urgence, désormais, est surtout de se donner les moyens de dissuader une nouvelle agression, notamment de la Russie, qui pose une menace existentielle.



image/Anadolu Agency

Muriel Domenach: «L'urgence désormais est de se donner les moyens de dissuader une nouvelle agression, notamment de la Russie.»

Les Européens ne se comportent pourtant pas comme s'ils étaient menacés par la guerre. Leur attitude ne montre-t-elle pas que cette menace n'est pas si imminente, contrairement à ce que disent certains experts?

Je ne crois pas qu'il faille opposer l'arrogance supposée des experts au déni des citoyens. Partons plutôt des faits. Aujourd'hui, deux menaces principales sont identifiées, d'ailleurs reconnues dans le concept stratégique de l'OTAN: la Russie et le terrorisme, essentiellement islamiste.

La Russie peut faire peser sur l'Europe une menace existentielle, car elle possède à la fois la capacité et l'intention. Comme le disait Julien Freund, c'est souvent l'ennemi qui vous désigne: même si vous ne voulez pas d'en-

nemi, s'il vous désigne comme tel, la menace existe.

Je ne pense pas que l'opinion soit insouciance. Dans les lycées où j'interviens, par exemple, les jeunes s'intéressent davantage aux questions de sécurité, notamment depuis la scène entre Zelensky et Trump à la Maison-Blanche, qui a fait comprendre que l'on peut moins compter sur les États-Unis. Le succès des chaînes d'infos lorsque éclatent des crises montre aussi que la population cherche à comprendre le contexte périlleux de notre époque.

La Russie s'est cassé les dents en Ukraine. Pose-t-elle réellement une «menace existentielle»?

Une menace se définit par la combinaison d'une capacité et d'une

intention. Sur le plan des capacités, la Russie dispose toujours de moyens militaires considérables. Ses capacités nucléaires restent majeures et ses forces conventionnelles, bien qu'entamées et largement mobilisées en Ukraine, demeurent importantes. Si le front ukrainien devait se figer ou disparaître, une partie de ces moyens pourrait être redéployée ailleurs.

Mais ces capacités ne sont pas seulement militaires au sens classique. La Russie agit aussi dans la «zone grise»: désinformation, cyberattaques, sabotage ou opérations d'intimidation. La menace ne se résume donc pas à l'image de chars entrant dans une capitale européenne. Elle peut passer par l'attaque de câbles sous-marins, la paralysie d'infrastructures critiques ou des actions visant à fracturer les sociétés. Ces actions hybrides s'appuient souvent sur une rhétorique nucléaire destinée à dissuader toute réponse.

Reste l'intention. L'objectif stratégique de Moscou est de rétablir une zone d'influence en Europe et d'obtenir la soumission politique de ses voisins. Cette volonté est difficilement niable.

Venons-en au terrorisme. C'est, selon vous, la seconde menace la plus imminente qui pèse sur l'Europe?

C'est ce qu'indiquent les services de renseignement. Nous ne faisons pas face aujourd'hui à des projets d'attentats majeurs, mais le risque de résurgence demeure. La menace est en grande partie endogène: elle se nourrit de propagandes qui exploitent les fractures sociales et certaines crises internationales, notamment au Proche-Orient, pour radicaliser des individus au sein même de nos sociétés. Le terrorisme reste majoritairement d'inspiration islamiste,

mais il évolue. On voit aussi émerger des formes d'ultradroite, nourries par la polarisation sociale et l'idée d'une confrontation inévitable entre groupes. À cela s'ajoutent des phénomènes plus récents, comme le terrorisme «incel», issu de milieux masculinistes où certains jeunes hommes radicalisés justifient la violence au nom d'une prétendue légitime défense face aux droits des femmes.

Le terrorisme n'est pas une menace existentielle, mais il reste profondément déstabilisateur. Dans un contexte de tensions internationales et de désinformation, ces peurs peuvent aussi être instrumentalisées pour fragiliser les démocraties européennes.

Quelles leçons la Suisse doit-elle tirer de cette nouvelle ère qui s'ouvre, entre guerre et paix?

Je ne veux pas donner des leçons à la Suisse, qui est l'un des pays européens qui connaît le mieux la chose militaire. Cela étant dit, votre pays n'est pas une île: dans un contexte de déstabilisation du continent européen, la Suisse ne pourrait pas rester indemne si ses voisins étaient directement menacés.

Dans le cadre de sa neutralité, je pense donc qu'elle doit renforcer sa coopération avec ses partenaires européens en matière de sécurité et de défense. Cela peut passer par des coopérations concrètes avec ses voisins, par exemple dans la défense aérienne, mais aussi par un travail avec les organisations compétentes, comme l'Union européenne ou l'OTAN. Et rien dans ce rapprochement n'est incompatible avec la neutralité. Celle-ci n'a jamais empêché la Suisse de se donner les moyens de se défendre.